



Communiqué de presse de Brigitte Barèges, chef de file UMP pour les élections régionales en Midi-Pyrénées:

Budget de la Région 2009 :

« Une fiscalité encore alourdie... qui ne profite ni à l'économie, ni au social ! »

Les **choix budgétaires pour 2009** du président de la Région Midi-Pyrénées, **Martin Malvy**, sont, plus que jamais en période de crise économique, **contestables** en grevant les comptes des entreprises et le pouvoir d'achat des ménages.

Que l'on en juge :

Le budget 2009 voté par le Conseil régional de Midi-Pyrénées le 15 janvier dernier, à l'initiative de son président, prévoit une nouvelle **hausse d'impôt** de **+ 2 %** sur les **ménages** et de **+ 3%** pour la **taxe professionnelle** payée par les entreprises, sans compter l'augmentation de la **taxe sur les cartes grises (+12%)**.

Ceci porte à **+ 30%** les augmentations d'impôts locaux votés par la majorité de M. Malvy depuis 2004 !

A l'heure où il s'agit de soutenir l'activité économique des entreprises ainsi que le pouvoir d'achat des ménages, on ne peut qu'être consterné par de telles décisions qui ne prennent pas en compte les difficultés rencontrées au quotidien par nos concitoyens et nos responsables économiques.

Le pire est que cette hausse de la fiscalité ne profite ni à l'**emploi**, ni à l'**économie**. En effet, dans ce même budget, qui s'élève tout de même à 1,2 milliard d'€, on observe que la part allouée au **développement économique** ne représente que **3,6%**. De même, à l'heure où l'accès à Internet doit constituer un service universel accessible à tous et où le très haut débit constitue un véritable enjeu économique pour nos entreprises, nous ne pouvons qu'être choqués par la **baisse** de **27%** du budget dédié aux **NTIC** (nouvelles technologies de l'information et de la communication).

On aurait toutefois pu penser que, M. Malvy s'affichant comme socialiste, cette hausse de la fiscalité profite **au social**. Or que constate-t-on à la lecture de ce budget : une **baisse** de **14%** des dépenses allouées au secteur social !

Il est temps de mener une **autre politique** budgétaire :

Si je suis élue, je m'engage ainsi à mener une politique de **maîtrise des dépenses publiques** et de la **fiscalité**. Les projets de développement des territoires qui seront conduits mettront en outre fin au **clientélisme** et au **saupoudrage** aujourd'hui pratiqués.